



# Un secret de polichinelle bien gardé: Washington est derrière la brutale expérience indienne d'abolition de l'argent liquide.

Par [Norbert Haering](#)

Mondialisation.ca, 25 janvier 2017

[Le site de Norbert Norbert Häring](#) 1 janvier 2017

Région : [Asie](#)

Thème: [Économie](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#)

Début novembre, sans préavis, le gouvernement indien a déclaré invalides les deux billets de banque de plus grande valeur, abolissant plus de 80 % de la valeur d'argent en circulation. Malgré toute l'agitation et l'indignation qui en ont résulté, personne ne semble avoir pris conscience du rôle décisif qu'a joué Washington dans cette décision. C'est surprenant, car ce rôle a été à peine dissimulé.

Le président américain Barack Obama a déclaré que le partenariat stratégique avec l'Inde était une priorité de sa politique étrangère. La Chine doit être maîtrisée. Dans le cadre de ce partenariat, l'agence américaine de développement USAID a négocié des accords de coopération avec le ministère indien des Finances. L'un d'eux a pour objectif déclaré de repousser l'utilisation de l'argent liquide en faveur des paiements numériques, en Inde mais aussi dans le monde entier.

Le 8 novembre, le Premier ministre indien Narendra Modi a annoncé que les deux plus grandes coupures, en valeur, de billets de banque ne pouvaient plus être utilisées, avec un effet presque immédiat. Les propriétaires ne pouvaient récupérer leur valeur qu'en les déposant sur un compte bancaire avant la fin de la période de grâce qui expirait à la fin de l'année [2016], ce que beaucoup de gens et d'entreprises [n'ont pas réussi à faire](#), en raison des longues files d'attente devant les banques. Le montant d'argent liquide que les banques ont été autorisées à payer aux clients individuels a été sévèrement restreint. Près de la moitié des Indiens n'ont pas de compte bancaire et beaucoup n'ont même pas de banque à proximité. L'économie est largement basée sur l'argent liquide. Du coup, une grave pénurie de liquidités s'en est suivie. Ceux qui ont [souffert le plus](#) sont les plus pauvres et les plus vulnérables. Ils ont éprouvé des difficultés supplémentaires à gagner leur maigre vie dans le secteur informel ou à payer des biens et des services essentiels comme la nourriture, la médecine ou les hôpitaux. [Le chaos et la fraude](#) ont régné en décembre.

## Quatre semaines plus tôt

Moins de quatre semaines avant cette attaque contre les Indiens, l'USAID avait annoncé la création de « *Catalyst : Inclusive Cashless Payment Partnership* » [*partenariat pour un paiement non liquide inclusif, NdT*], dans le but d'effectuer un saut quantique en Inde. La [déclaration de presse](#) du 14 octobre indique que Catalyst « *marque la prochaine phase du partenariat entre l'USAID et le ministère des Finances pour faciliter l'intégration*

financière universelle ». La déclaration ne figure pas (ou plus) dans la [liste des déclarations de presse](#) sur le site internet de l'USAID. Même une recherche avec le mot « Inde » n'a pas permis de la retrouver. Pour la trouver, vous devez déjà savoir qu'elle existe, ou tomber sur elle par hasard au cours d'une recherche internet. En effet, cette déclaration et d'autres qui semblaient plutôt ennuyeuses auparavant, sont devenues beaucoup plus intéressantes et révélatrices après le 8 novembre.

En lisant attentivement cette déclaration, il est évident que Catalyst et le partenariat de l'USAID et du ministère indien des Finances – d'où est né le projet Catalyst – ne sont que des façades qui ont servi à préparer l'assaut contre tous les Indiens utilisant de l'argent liquide sans soulever de soupçons indus. Même le nom Catalyst semble beaucoup plus sinistre une fois que vous savez ce qui s'est passé le 9 novembre.

Le directeur de projets de Catalyst est Alok Gupta, qui occupait le poste de chef d'exploitation du *World Resources Institute* à Washington, dont l'USAID est l'un des principaux commanditaires. Il était également un membre original de l'équipe qui a développé Aadhaar, le système d'identification biométrique à la *Big Brother*.

[Selon un rapport](#) de l'*Indian Economic Times*, l'USAID s'est engagée à financer Catalyst pendant trois ans. Les montants sont gardés secrets.

Badal Malick était vice-président du plus important marché en ligne indien, Snapdeal, avant d'être nommé directeur général de Catalyst. Il a fait ce commentaire :

*« La mission de Catalyst est de résoudre les multiples problèmes de coordination qui ont bloqué la pénétration des paiements numériques chez les commerçants et les consommateurs à faible revenu. Nous sommes impatients de créer un modèle durable et reproductible. (...) S'il y a eu (...) une pression concertée pour les paiements numériques exercé par le gouvernement, il existe encore un dernier effort à faire au niveau de son acceptation par les marchands, et des questions de coordination. Nous voulons approcher le problème de façon écosystémique et holistique. »*

### **Dix mois plus tôt**

Les multiples problèmes de coordination et la question des écosystèmes en espèces mentionnée par Malick ont été analysés dans un rapport que l'USAID a commandé en 2015 et présenté en janvier 2016 dans le cadre du partenariat anti-espèces avec le ministère indien des Finances. [Le communiqué de presse](#) sur cette présentation n'est pas (plus ?) non plus dans la liste des déclarations de presse de l'USAID. Le titre de l'étude était [Beyond Cash](#) [Au delà du liquide].

*« Les commerçants, comme les consommateurs, sont pris au piège dans des écosystèmes d'argent en espèces qui empêche leur intérêt »* pour les paiements numériques dit le rapport. Étant donné que peu de commerçants acceptent les paiements numériques, peu de consommateurs s'intéressent à eux, et comme peu de consommateurs utilisent les paiements numériques, peu de commerçants y ont un intérêt. Étant donné que les banques et les fournisseurs de systèmes de paiement facturent des frais pour l'équipement à utiliser ou même pour un simple essai de paiement numérique, une forte impulsion externe est nécessaire pour atteindre un niveau de pénétration des cartes de crédit qui créerait un intérêt des deux côtés pour ce genre de paiement.

Il s'est avéré en novembre que l'approche nommée « *écosystème holistique* » pour créer cette impulsion consistait à détruire l'écosystème de l'argent en espèces pour un temps limité et à le sécher lentement plus tard, en limitant la disponibilité de liquidités auprès des banques pour les clients individuels. Puisque que l'assaut devait être une surprise pour atteindre son plein résultat catalyseur, l'étude *Beyond-Cash* publiée et les protagonistes de Catalyst ne pouvaient pas décrire ouvertement leurs plans. Ils ont utilisé un moyen astucieux pour les déguiser tout en étant en mesure de faire ouvertement les préparatifs nécessaires, y compris les auditions d'experts. Ils ont beaucoup parlé d'une expérience de terrain régionale qu'ils planifiaient ostensiblement.

« *L'objectif est de s'attaquer à une ville et de multiplier les paiements numériques par 10 en six à douze mois* », [a déclaré](#) Malick moins de quatre semaines avant que la plupart des espèces ait été abolies dans l'ensemble de l'Inde. Pour ne pas être limités dans leur préparation sur une seule ville, le rapport *Beyond-Cash* et Catalyst ne cessaient de parler d'une gamme de régions qu'ils examinaient, apparemment afin de décider plus tard quelle était la meilleure ville ou région pour l'expérience de terrain. C'est seulement en novembre qu'il est devenu clair que l'ensemble de l'Inde devrait être la région cobaye dans l'effort global pour mettre fin à la dépendance à l'argent liquide. En lisant avec recul une déclaration de l'ambassadeur Jonathan Addleton, directeur de la mission de l'USAID en Inde, il est clair qu'il a annoncé cela furtivement quand il disait, quatre semaines plus tôt :

« L'Inde est à l'avant-garde des efforts mondiaux pour numériser les économies et créer de nouvelles opportunités économiques qui s'étendent à des populations difficiles à atteindre. Catalyst soutiendra ces efforts en se concentrant sur le défi de rendre les achats quotidiens non liquides. »

Les vétérans de la guerre contre les espèces en action

Qui sont les institutions derrière cette attaque décisive contre les espèces ? À la suite de la présentation du rapport *Beyond-Cash*, l'USAID a déclaré : « *Plus de 35 organisations indiennes, américaines et internationales importantes se sont associées au ministère des Finances et à l'USAID pour cette initiative.* » Sur le [site internet de Catalyst](#), on peut voir que ces organisations sont pour la plupart des fournisseurs de services informatiques et de paiement qui veulent gagner de l'argent à partir de paiements numériques ou de la vente de données associées aux utilisateurs. Beaucoup sont des anciens combattants de ce qu'un haut fonctionnaire de la Deutsche Bundesbank a appelé la « *guerre des institutions financières contre les espèces* » ([en allemand](#)). Ils sont l'Alliance *Better Than Cash*, la Fondation Gates (Microsoft), Omidyar Network (eBay), la Fondation Dell Mastercard, Visa, la Fondation Metlife.

### **L'alliance *Better than cash* - Mieux que le liquide**

L'alliance [Better Than Cash](#), dont l'USAID est membre, est mentionnée pour une bonne raison. Elle a été fondée en 2012 pour faire diminuer l'utilisation des espèces à l'échelle mondiale. Le secrétariat est logé au Fonds de développement des Nations Unies (UNCDP) à New York, ce qui pourrait expliquer pourquoi cette petite organisation assez pauvre de l'ONU était si heureuse, il y a deux ans, que la Fondation Gates, la première année, et la *Master-Card-Foundation*, l'année suivante, comptent parmi ses [plus généreux donateurs](#).

Les membres de l'Alliance sont les grandes institutions américaines qui auraient le plus

grand avantage à faire disparaître les espèces, c'est-à-dire les sociétés de cartes de crédit Mastercard et Visa, ainsi que certaines institutions américaines dont les noms sont souvent mentionnés dans les livres sur l'histoire des services de renseignements américains, à savoir la Fondation Ford et l'USAID. La Fondation Gates en est un autre membre éminent. *Omidyar Network*, appartenant au fondateur d'eBay, Pierre Omidyar, et Citibank sont des contributeurs importants. Presque tous ces partenaires sont aussi individuellement partenaires de l'actuelle initiative USAID-Inde pour mettre fin à la dépendance à l'argent liquide en Inde et au-delà. L'initiative et le programme Catalyst ne semblent guère plus qu'une extension de l'alliance *Better Than Cash*, renforcée par des organisations indiennes et asiatiques qui ont un fort intérêt commercial à une utilisation réduite de l'argent liquide.

## **La Banque centrale indienne comme Chicago boy du FMI**

Le partenariat pour préparer l'interdiction temporaire de la plupart des liquidités en Inde coïncide approximativement avec le mandat de Raghuram Rajan à la tête de la Banque centrale indienne, de septembre 2013 à septembre 2016. Rajan a été, et est à nouveau, professeur d'économie à l'université de Chicago. De 2003 à 2006, il a été économiste en chef du Fonds monétaire international à Washington. (Il s'agit d'un point de son CV qu'il partage avec un autre guerrier contre l'argent comptant, Ken Rogoff.) Il est membre du [Groupe des trente](#), une organisation [assez nébuleuse](#), où les représentants de haut rang des grandes institutions financières commerciales mondiales partagent leurs pensées et plans avec les présidents des banques centrales les plus importantes, derrière des portes closes et sans compte rendu. Il devient de plus en plus évident que le Groupe des trente est l'un des principaux centres de coordination de la guerre mondiale contre les espèces. Il compte parmi ses membres d'autres belligérants comme Rogoff, Larry Summers et autres.

Raghuram Rajan a de nombreuses raisons de s'attendre à grimper aux échelons les plus élevés de la finance internationale et donc de bonnes raisons de jouer le jeu de Washington. [Il était déjà président](#) de l'*American Finance Association* et récipiendaire inaugural du prix *Fisher-Black* en recherche financière. Il a remporté les prix généreusement dotés d'Infosys pour la recherche économique et de la Deutsche Bank pour l'économie financière ainsi que le prix *Financial Times / Goldman Sachs* pour le meilleur livre d'économie. Il a été déclaré Indien de l'année par NASSCOM et banquier central de l'année par *Euromoney* et par *The Banker*. Il est considéré comme un successeur possible de Christine Lagarde à la barre du FMI, mais peut certainement aussi s'attendre à être considéré pour d'autres emplois de premier plan dans la finance internationale.

En tant que gouverneur de la Banque centrale, Rajan était apprécié et bien respecté par le secteur financier, mais il était très peu apprécié par les entrepreneurs du secteur réel (productif), à cause de son penchant pour la déréglementation et la réforme économique. La raison principale a été la politique monétaire restrictive qu'il a introduite et défendue avec fermeté. Après avoir été [violemment critiqué](#) par les rangs du parti au pouvoir, il a déclaré en juin qu'il ne chercherait pas un second mandat en septembre. Plus tard, il a dit au *New York Times* qu'il avait voulu rester, mais pas pour un mandat entier, et que le Premier ministre Modi ne le voulait pas. Un ancien ministre du Commerce et de la Justice, M. Swamy, a déclaré que le départ de Rajan rendrait heureux les industriels indiens :

« Je voulais qu'il dégage, et je l'ai expliqué au Premier ministre, aussi clairement que possible. (...) Son public était essentiellement occidental, et son auditoire en Inde a été la société occidentalisée de la diaspora. Les gens venaient chez moi par délégations entières pour m'inviter à faire quelque

chose. »

## **Un désastre à venir**

Si Rajan était impliqué dans la préparation de cet assaut pour déclarer la plupart des billets de banque des Indiens illégaux - et il devrait y avoir peu de doute à ce sujet, étant donné ses liens personnels et institutionnels et l'importance de la Banque centrale indienne dans la fourniture d'argent - il avait une raison suffisante de rester en arrière-plan. Après tout, cela ne devrait surprendre personne impliqué dans la question, que cette action entraînerait chaos et extrêmes difficultés, en particulier pour la majorité des pauvres et des indiens ruraux qui étaient pourtant désignés comme les bénéficiaires supposés de cette si mal nommée « *intégration financière* ». L'USAID et ses partenaires ont analysé la situation de manière approfondie et constaté dans le rapport *Beyond-Cash* que 97% des transactions étaient effectuées en espèces et que seulement 55% des Indiens avaient un compte bancaire. Et de tous ces comptes bancaires, « *seuls 29% ont été utilisés au cours des trois derniers mois* ».

Tout cela était bien connu et rendait certain que l'abolition soudaine de la plupart des liquidités causerait des problèmes graves et même existentiels à de nombreux petits commerçants et producteurs et à beaucoup de gens dans des régions éloignées, sans banques. Quand l'acte fut posé, il est devenu évident que la promesse d'inclusion financière par la numérisation des paiements et le refus de l'argent liquide a toujours été une fausse promesse. Il n'existe tout simplement aucun autre moyen de paiement qui puisse rivaliser avec les espèces pour permettre à tout le monde, avec de si lourds handicaps, de participer à l'économie de marché.

Cependant, pour Visa, Mastercard et les autres prestataires de services de paiement, qui ne sont pas affectés par ces problèmes existentiels, l'assaut sur le liquide sera très probablement considéré comme un grand succès, entraînant une « *montée en gamme* » des paiements numériques dans la « *région d'essai* ». Après ce chaos et avec toutes les pertes qu'ils ont dû subir, tous les hommes d'affaires qui peuvent se le permettre vont s'assurer de pouvoir accepter les paiements numériques à l'avenir. Et les consommateurs, qui sont limités dans le montant d'argent qu'ils peuvent maintenant obtenir des banques, vont plus souvent payer avec des cartes, au bénéfice de Visa, Mastercard et les autres membres de l'alliance *Better Than Cash*.

## **Pourquoi Washington lance une guerre mondiale contre les espèces**

Les intérêts commerciaux des sociétés américaines qui dominent les systèmes d'affaires et de paiements numériques sont une raison importante pour le zèle du gouvernement américain dans sa tentative de réduire l'utilisation des espèces dans le monde entier, mais ce n'est pas la seule ni la plus importante. Un autre motif est la puissance de surveillance qui va avec l'utilisation accrue du paiement numérique. Les organisations de renseignement américaines et les entreprises informatiques peuvent examiner tous les paiements internationaux effectués par l'entremise des banques et surveiller la plupart des flux de données numériques. Les données financières tendent à être les plus importantes et les plus précieuses.

Plus important encore, le statut du dollar comme monnaie mondiale de référence et la domination des sociétés américaines dans le financement international fournissent au gouvernement américain un énorme pouvoir sur tous les participants au système financier

non monétaire en place. Cela oblige tout le monde à se conformer au droit américain plutôt qu'aux règles locales ou internationales. Le journal allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung* a récemment publié une histoire glaçante décrivant comment cela fonctionne ([en allemand](#)). Les employés d'une entreprise d'affacturage, Geran, qui faisaient des affaires complètement légales avec l'Iran, ont été mis sur la liste terroriste américaine, ce qui signifie qu'ils ont été coupés du système financier et même certaines entreprises de logistique ne transporteraient plus leurs meubles. Une grande banque allemande a été obligée de licencier plusieurs employés, à la demande des États-Unis, alors qu'ils n'avaient rien fait d'irrégulier ou d'illégal.

Il y a bien d'autres exemples. Chaque banque internationalement active peut être soumise au chantage par le gouvernement des États-Unis afin qu'elle suive leurs ordres, puisque la révocation de sa licence pour faire des affaires aux États-Unis ou en dollar équivaut essentiellement à les mettre en faillite. Il suffit de penser à la Deutsche Bank, qui a dû négocier avec le Trésor américain pendant des mois entre payer une amende de 14 milliards de dollars et très probablement faire faillite, ou [s'en tirer avec](#) sept milliards et survivre. Si vous avez le pouvoir de mettre en faillite les plus grandes banques même des grands pays, vous avez aussi le pouvoir sur leurs gouvernements. Ce pouvoir par la domination sur le système financier et les données associées est déjà là. Moins il y a de liquide, plus ce pouvoir est important et sécurisé, car l'utilisation d'espèces est un moyen important de se soustraire à ce pouvoir.

**Norbert Haering**

Article original en anglais :



### [A Well-Kept Open Secret: Washington Is Behind India's Brutal Demonetization Project](#)

Traduit par Wayan, relu par Catherine pour [le Saker Francophone](#).

**Norbert Haering** est un journaliste financier.

La source originale de cet article est [Le site de Norbert Norbert Häring](#)  
Copyright © [Norbert Haering](#), [Le site de Norbert Norbert Häring](#), 2017

Articles Par : [Norbert Haering](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu

responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)